

Dubied - Couvet : une coupable incompétence

Autor(en): **Imhof, Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 888

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019958>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Une coupable incompétence

(pi) La chute du dollar, des commandes en baisse et une concurrence accrue: c'est par ces alibis classiques que Sker de Salis, administrateur-délégué et principal actionnaire de Dubied à Couvet, dans le Val de Travers, a justifié la situation catastrophique de son entreprise. Une assemblée générale extraordinaire avait été convoquée le 2 décembre par des actionnaires minoritaires représentant le 11% du capital-actions. Ils voulaient la tête de l'administrateur-délégué, ils sont repartis, calmés, avec un siège dans un comité créé pour restructurer l'entreprise. Moins de dix jours plus tard, c'est la douche froide: alors qu'à mi-novembre il était question de supprimer 170 emplois sur les 700 restant à Couvet, c'est le triple qu'il faudra sacrifier. Dubied va abandonner la fabrication des machines à tricoter — qui constituaient le 80% de son chiffre d'affaires — et deviendra une PME, qui n'emploiera bientôt plus que 200 à 300 personnes.

Prière de ne pas contredire

Les vraies causes de la déconfiture de Dubied ne sont pourtant pas seulement celles avancées par Sker de Salis, technicien arrivé à la direction de l'usine à 34 ans — alors qu'elle comptait encore 1500 employés — et petit-fils de Pierre Dubied, son fondateur.

Dubied est une entreprise familiale qui a toujours eu une direction autocratique. Sker de Salis a su perpétuer cette tradition, en s'entourant de personnes qui ne le contredisaient pas. Quant aux autres, ils ont préféré quitter le bateau, lassés de voir leur avis systématiquement ignoré.

Bien qu'autoritaire avec ses proches collaborateurs, l'administrateur n'osait pas toujours prendre ses responsabilités. La commission d'entreprise, qui se rendait compte que la situation se dégradait, a fait des propositions à la direction pour améliorer la rentabilité à la base, en faisant

la chasse à ceux qui abusaient de l'horaire libre par exemple. Elle s'est vu éconduire, la direction ayant eu peur de l'impopularité.

Des réserves qui fondent

C'est depuis dix ans que l'entreprise accumule les exercices déficitaires. Un fonds de réserve important — 50 millions — a permis de tenir quelques années, ne faisant que retarder l'inévitable «restructuration». Alors qu'il aurait fallu tout faire pour garder une clientèle prête à payer plus cher pour une qualité et un service après-vente de renom, c'est le contraire qui s'est produit: la machine à tricoter présentée à la foire de l'industrie textile (ITMA) de Rome en 1983 a bien eu du succès. Mais les clients ont déchanté: leurs machines fonctionnaient mal, les pannes s'accumulaient et le service après-vente n'arri-

vait plus à suivre. Normal donc que les affaires à l'ITMA de Paris, cet automne, aient été moins bonnes que prévues. D'autant plus que le prototype présenté n'a pas fonctionné pendant les quatre premiers jours (sur dix) et que le modèle n'était pas livrable avant une année et demie...

Les yeux fermés

Les banques ont donc été appelées à la rescousse; la caisse de chômage va prendre les salaires à sa charge, le temps de mettre sur pied une société de reprise qui emploierait 200 à 300 des anciens ouvriers. Le sursis concordataire permettra de nommer un commissaire et d'écarter l'ancien conseil d'administration. Les banques ne se sont pas contentées d'un siège dans un comité de restructuration, comme certains actionnaires, mais ont exigé la tête des vrais responsables.

Car la débâcle était prévisible et en puisant dans ses réserves, le conseil d'administration n'a fait que fermer les yeux sur la réalité et entraîner les ouvriers — et au-delà, toute une région qui dépendait en grande partie de lui — dans sa chute finale. ■

SATISTIQUES VAUDOISES L'annuaire 1987

(ag) Mine de renseignements (1) aux filons jamais épuisés. Aux chapitres nouveaux — signalés par Pierre Duvoisin dont le département est responsable de la statistique — entre autres, le rendement fiscal des personnes morales, la superficie des exploitations agricoles.

Pour les personnes morales, on observe une exceptionnelle concentration sur Lausanne, qui trouve là une compensation aux dépenses qu'implique son rôle de capitale.

À Lausanne, le domicile de 5410 sociétés, sur un total cantonal de 13227. Les chiffres du rendement de l'impôt cantonal (impôt sur le bénéfice et le capital) sont plus significatifs encore. En chiffres

arrondis: 69 millions viennent de Lausanne-Ville contre 138 pour l'ensemble du canton. La moitié donc. Si l'on tient compte de Lausanne-district, la part est de 84 millions sur 138. Significative concentration.

Pour les exploitations agricoles, la réduction de leur nombre se ralentit. Les très petites (culture intensive) résistent. Le glissement des exploitations de 5 à 20 ha se poursuit au profit des exploitations plus grandes. Sous les chiffres, la vie.

(1) Annuaire statistique du Canton de Vaud 1987. SCRIS, rue St-Martin 7, 1014 Lausanne.